

Juncker et Soros, les cibles favorites de Viktor Orbán

HONGRIE Une nouvelle campagne d'affichage - méthode privilégiée par le pouvoir populiste - suscite un profond agacement à Bruxelles

BUDAPEST

DE NOTRE CORRESPONDANT

Je ne comprends pas pourquoi les journalistes écrivent qu'on pourrait nous exclure du Parti populaire européen en raison de cette campagne. L'impassibilité légendaire de Gergely Gulyás a sans doute beaucoup joué dans son recrutement comme porte-parole du gouvernement de Viktor Orbán. Sommé ce jeudi de s'expliquer sur le lancement d'une campagne d'affichage ciblant en autres Jean-Claude Juncker, il a estimé avec une froide distance que « la campagne gouvernementale ne fait qu'avancer des faits précis et avérés ».

Les affiches qui fleurissent en ce moment dans les rues de Budapest et dans le pays montrent le portrait du président de la Commission européenne hilare avec, derrière lui, l'homme d'affaires hongro-américain George Soros, l'air narquois. « Vous avez aussi le droit de savoir ce que prépare Bruxelles », peut-on ainsi lire en gros caractères.

Avec en sous-texte : « Ils veulent imposer le quota de migrants. Ils veulent affaiblir le droit des États membres à défendre leurs frontières. Ils veulent faciliter l'immigration avec des visas pour les migrants. » « Ce ne sont que des fake news », a balayé mardi, auprès de l'hebdomadaire hongrois indépendant HVG, Natasha Bertaud, porte-parole de la Commission européenne, laquelle a mis en ligne le même jour un visuel reprenant les codes graphiques de l'affiche hongroise et dans lequel elle réfute chaque assertion avancée par Budapest.

Membre comme Viktor Orbán du Parti populaire européen, Jean-Claude Juncker n'a pas caché son agacement à moins de trois mois des élections européennes. « Le Fidesz n'a plus sa place

dans ce parti », aurait-il confié mardi après-midi à des journalistes, toujours

selon HVG. « Je dénonce avec force les attaques sans fondement et conspirationnistes contre M. Juncker, qui est un vrai chrétien-démocrate et un leader européen », a tweeté de son côté le président de la formation européenne Joseph Daul, retweeté dans la foulée par le « Spitzenkandidat » du PPE Manfred Weber, en guise de service minimum.

Rhétorique récurrente

« Viktor Orbán n'a été contacté ni par M. Juncker ni par M. Daul, a pourtant assuré Gergely Gulyás. Lorsque la question de l'exclusion du Fidesz a été mise sur la table par Jean-Claude Juncker [en octobre dernier], ce dernier s'est retrouvé minoritaire sur cette question », a-t-il aussi tenu à rappeler.

Cette campagne ad hominem s'inscrit dans une rhétorique que le pouvoir

hongrois martèle depuis la crise migratoire de 2015, lors de laquelle environ 400.000 migrants et réfugiés ont transité par la Hongrie en provenance du Proche-Orient et de l'Asie centrale via les Balkans. Les campagnes d'affichage annonçant une « consultation nationale sur l'immigration et le terrorisme » avaient été suivies d'autres, ciblant le « quota de réfugiés » proposé en septembre 2015 par Jean-Claude Juncker, puis en juillet 2017 le très putatif « Plan Soros » qui « cherche[r]ait à convaincre Bruxelles d'installer chaque année au moins un million de migrants d'Afrique et du Proche-Orient sur le territoire de l'Union, y compris en Hongrie » (selon l'argumentaire de l'époque). Tout ça pour 50 millions d'euros à la charge du contribuable hongrois, selon Hír TV. ■

LUDOVIC LEPELTIER-KUTASI